

SELLAL À PROPOS DU REMANIEMENT :**«Laissez le Président exercer ses prérogatives»**

«Laissez le Président exercer ses prérogatives», telle a été l'exhortation faite par le Premier ministre à ceux qui réclament un changement de gouvernement en vertu de la nouvelle Constitution adoptée le 7 février dernier par le Parlement.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Mais, tout le monde, hier à l'APN, aura compris que Abdelmalek Sellal s'adressait principalement au secrétaire général du FLN qui fait de ce changement de l'exécutif, dont il réclame la tête mais aussi une majorité de portefeuilles, son cheval de bataille depuis des mois. Ammar Saâdani était allé en début de cette semaine jusqu'à revenir à ses «prédictions», annonçant un changement de gouvernement pour ce mois de mars.

Le Premier ministre a été on ne peut plus clair. Pour le Premier ministre, qui s'exprimait en marge de la séance d'ouverture de la session printanière du Parlement, la nouvelle Constitution tout comme d'ailleurs l'ancienne «ne contraignent point le président de la République à changer totalement ou partiellement le gouvernement ou encore son maintien». Et d'ajouter que «l'Algérie a des institutions élues avec le président de la



Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

République élu et qui exerce ses fonctions, le Parlement aussi» et un gouvernement qui «assume actuellement d'importantes tâches à la lumière d'une conjoncture économique sensible et complexe».

Une situation induite par la dégringolade des cours de l'or noir, «inférieurs, a-t-il dit, au prix de référence du Fonds de régulation des recettes» qui permet, a-t-il poursuivi, au gouvernement la «maîtrise des grands équilibres financiers et économiques». Et de faire part d'un «modèle économique» en cours d'exa-

men pour la période 2016-2019 et dicté, selon lui, par «l'impératif de réformes économiques». Une option qui consiste en une batterie de mesures dont un emprunt national obligataire prévu en avril prochain avec un taux d'intérêt de 5% à même, a expliqué Sellal, de «ne pas recourir dans l'immédiat à l'endettement extérieur» évoqué ces derniers temps par certains ministres et patrons de grandes entreprises publiques.

Ce nouveau modèle économique qui «ne touchera pas aux acquis sociaux» sera au menu d'une réunion de la tripartite prévue en juin prochain, a encore affirmé le Premier ministre qui reconnaît que le pays traverse une «situation difficile».

Le boycott du FFS

Cette cérémonie d'ouverture de la séance printanière du Parlement a été marquée par l'absence des parlementaires du FFS. Dans une déclaration rendue publique dans la même journée d'hier, le secrétariat national du vieux front de l'opposition a considéré que cette session parlementaire intervient dans «un contexte national, régional et international trouble et troublé».

Avec, au plan interne, souligne-t-il, une loi de finances «antinationale et antisociale» et une révision constitutionnelle, qui, en raison

des conditions de son élaboration et de son adoption, constitue un «véritable coup de force institutionnel et constitutionnel». Et de souligner que l'immense majorité des Algériennes et des Algériens commence à subir les conséquences dramatiques de cette loi de finances scélérate et reçoivent des électrochocs répétés suite à une flambée des prix qui n'est pas près de s'éteindre.

Une crise, tient à rappeler l'exécutif du FFS, que le pays ne connaîtra pas, à se fier aux déclarations des autorités qui assuraient encore que le pays «ne serait pas touché par l'austérité».

Tout le contraire du discours de vérité d'aujourd'hui tenu par ces mêmes autorités, «Quel discours tenait-on hier et avant-hier ? Le discours de la ruse, du mensonge, du déni de la réalité et de laviolence ?» s'interroge-t-on au FFS pour qui «on veut faire croire à l'extérieur que le pays est sur la voie d'une démocratisation graduelle alors que les options retenues visent simplement à renforcer le régime par le droit et non à limiter le pouvoir».

Autant d'options qui «instituent la régression des libertés par la judiciarisation du politique», ajoute encore le secrétariat national du FFS.

M. K.

AMMAR SAÂDANI DÉSAVOUE TAHAR KHAOUA ET INSISTE :**«Vous allez voir si le gouvernement sera remanié ou pas !»**

Ammar Saâdani est catégorique : «Il y aura bel et bien un remaniement. Vous allez voir si, dans les tout prochains jours, il y aura un remaniement ou pas !» Le secrétaire général du Front de libération nationale lance cette affirmation sur le ton du défi à l'encontre de «son» ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, qui affirmait tout le contraire, la veille. Saâdani officialise, à l'occasion en le rendant désormais public, son différend avec Khaoua.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Comme à son habitude, Saâdani ne s'embarrasse pas trop de formules diplomatiques lorsqu'il est question d'achever un adversaire ! Hier donc, mercredi, à l'occasion d'une réunion des mouhafedh du parti qu'il présidait au siège national du FLN à Hydra, la cible du jour était l'actuel ministre des Relations avec le Parlement.

Invité à une émission de la radio nationale, la veille, mardi, Khaoua s'en est pris à son secrétaire général qu'il démentait publiquement à propos de son annonce précédente d'un remaniement du gouvernement en mars, lui reprochant en plus de s'être mêlé de ce qui ne le regardait pas, en quelque sorte.

Et voilà ce qu'il reçut comme réplique, sèche et sans concession, de la part de l'atypique Saâdani : «Il est qui pour faire de telles déclarations ? Est-il le porte-parole du gou-

vernement ? Ou alors, peut-être de la présidence de la République ? Moi, ma réponse est simple : vous allez bien voir si, dans les tout prochains jours, il y aura remaniement du gouvernement ou pas !» Cela dit, Ammar Saâdani confirme ce que nous rapportions dans l'une de nos précédentes éditions, à savoir que Abdelmalek Sellal a bel et bien émis le vœu de procéder à un remaniement partiel de son gouvernement. «Ce remaniement aura lieu courant ce mois de mars. Il concernera certains ministres que Sellal tient à remplacer pour diverses raisons.»

Notre source cite quelques départements comme l'agriculture, les ressources en eau, l'énergie, la solidarité, le tourisme, ou encore les finances. «L'on ignore pour le moment l'ampleur de ce remaniement mais une chose est sûre : la liste est l'objet de discussions.»

Il est vrai aussi que, l'actuel gouvernement de Abdelmalek Sellal passe pour être le plus faible exécutif, dominé par une pléthore de fonctionnaires et de walis, pour la plupart pas du tout préparés à affronter une situation de crise. «Mis à part trois ou quatre ministres dignes de ce nom, nous avons affaire à un exécutif complètement invisible et entièrement débordé par les événements.»

La tendance, nous confie-t-on encore, serait le retour à une configuration d'un gouvernement davantage politique que technocrate. D'où les affirmations de Ammar Saâdani.

Par ailleurs, le SG du FLN ne manquera pas de revenir à la charge contre sa bête noire, Ahmed Ouyahia. « Oui, j'ai dit que je



Ammar Saâdani, SG du FLN.

ne fais pas confiance au RND ! Certes, pour notre soutien commun au président de la République, nous sommes tout à fait d'accord. Mais pour le reste, chacun pour soi ! (...) Le FLN a son propre programme et ne peut se dissoudre dans le programme des autres partis. Le FLN a sa propre base militante et ne peut pas se dissoudre dans la base d'un autre parti ». Ici, il fait allusion à la proposition de Ahmed Ouyahia, faite en juin 2015 et consistant à relancer l'ancienne Alliance présidentielle. «Ceux qui nous demandent de nous dissoudre dans des alliances, sont ceux qui sont justement contre la séparation des pouvoirs !»

Toujours à l'endroit de Ahmed Ouyahia, il ajoutera ceci : «Je voudrais bien qu'on m'ex-

plique comment, avec le FLN comme parti majoritaire à l'Assemblée, au Sénat, aux APC, aux APW, etc, on veut nous ramener un autre parti pour diriger le gouvernement .» Reste l'opposition. Et là, le ton vire souvent à la dérision ! « J'aimerais bien que quelqu'un parmi ceux qui se prétendent l'opposition, m'invite pour que je lui pose une seule question : citez-moi une seule chose de positive dans le pays ! Dites-moi si Son Excellence Abdelaziz Bouteflika n'a pas construit des logements ! N'a-t-il pas construit des écoles et des universités, etc. ?»

Il enfoncera encore le clou : «Chez nous, ce qu'on appelle l'opposition n'a qu'un seul programme : les rencontres, les meetings, et les manifestations. Ils n'ont qu'un seul mot à la bouche : non.» Il ajoutera, entre autres : «Ce que nous, nous voulons, c'est d'une opposition forte. Qui propose des alternatives. Mais eux, tout ce qui les intéresse, ce sont les élections ! Chez nous, l'opposition, c'est un groupe qui se rencontre autour d'un café pour ne faire que dénigrer Son Excellence le président de la République ! Est-ce une opposition, ça ?»

Enfin, et sur un ton de défi, il lancera : «Je leur dis seulement ceci : vous allez voir le jour du rassemblement à la Coupole pour notre initiative avec, déjà, 35 partis qui ont confirmé leur participation sans compter des centaines d'organisations et d'association.» Une «initiative» désormais baptisée «Rempart national» que Saâdani dit vouloir dresser contre le terrorisme et Daesh.

K. A.

BOUIRA**Plusieurs groupes terroristes traqués à travers la wilaya**

Depuis plusieurs semaines, les contingents de l'ANP sont sur tous les fronts ; plusieurs groupes terroristes qui sont signalés régulièrement dans certaines régions de la wilaya sont traqués.

Ainsi, que ce soit du côté de Souk Lekhmis dans la forêt de Kaf Lehsan, réputée être le fief des terroristes de la phalange Al Farouk, restée fidèle à Abdelmalek Droukdel et l'organisation terroriste AQMI et qui active jusque dans la région de Lakhdaria, ou encore à M'chédallah où le groupe terroriste qui rôde dans cette région qui

s'étend depuis la bande montagnieuse du Djurdjura au nord jusqu'à la chaîne des Bibans et la vaste forêt de Tamellahth où active le groupe terroriste affilié à Daesh, le fameux groupe de Jund Al Khilafah de Abdelmalek Gouri, les militaires de l'ANP sont décidés à venir à bout de ces groupes qui écumaient ces régions et qui font

leur apparition de temps à autre pour commettre des actions d'éclats comme celle qui a eu lieu durant le mois de Ramadhan dernier où les terroristes se sont aventurés jusqu'à la périphérie de la ville de Bouira, chef-lieu de wilaya, où ils ont tiré sur une patrouille de la police blessant deux policiers.

Depuis cette date, l'armée traque sans répit ces groupes terroristes en mettant hors d'état de nuire plusieurs éléments surtout dans la région de Kaf Lehsan où

deux terroristes avaient été éliminés en janvier dernier, ou encore à Kadiria où les militaires ont réussi à éliminer avant-hier aux environs de onze heures du matin deux terroristes et à récupérer leurs armes, des pistolets automatiques de type kalachnikov, des munitions, une paire de jumelles et un téléphone portable. Cette opération qui se poursuit toujours, au même titre que celle qui a lieu actuellement dans la région de M'chédallah, a été déclenchée selon des sources

sécuritaires sûres, après le signalement d'un groupe terroriste qui rôdait dans les parages et évalué à sept éléments.

Hier encore, alors que l'identification des deux terroristes abattus était toujours en cours, un communiqué du MDN faisait état de la découverte et la destruction de 3 casemates et la récupération d'un pistolet automatique de type kalachnikov, 4 bombes, 297 balles, ainsi que des téléphones portables.

H. M.